



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8477>

Brésil

Civilisation ou barbarie ?

- Journal des Alternatives - Publications - Dossiers - L'empire contre-attaque -

Date de mise en ligne : dimanche 21 octobre 2018

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Tout allait raisonnablement bien jusqu'à une semaine avant le premier tour. Jair Bolsonaro, l'ex capitaine aux penchants fascistes maintenait une certaine avance dans les sondages, mais se voyait rattrapé par Fernando Haddad, le candidat de Lula, qui effectuait depuis quinze jours une remontée impressionnante. Parti d'à peine 4% des intentions de vote, il arrivait autour de 22% et se positionnait définitivement en deuxième place, après une campagne très courte, puisque le Parti de Travailleurs avait soutenu la candidature de Lula jusqu'au dernier moment possible.

Mais, en une semaine, tout a basculé. Alors qu'il était depuis près d'un mois autour des 25 à 28% des intentions de vote, Bolsonaro a soudain fait un saut, le propulsant à 46% des votes au premier tour, contre 29% pour Fernando Haddad, qui a quand même confirmé sa solide ascension. Cette hausse du candidat d'extrême-droite a tout de suite été mise sur le compte de ce qu'on appelle « l'anti-petisme » (opposition au PT). Après des années du PT au pouvoir, et ensuite durement poursuivi à la fois par des médias acharnés autour du vrai-faux problème de la corruption (qui est endémique et ne se résume pas à un parti en particulier), et par le "juge" Moro qui persécute Lula jusqu'à réussir à le mettre en prison, il s'est établi un sentiment de défiance contre le parti, qui a pu, en effet, favoriser un mouvement "Plus jamais le PT", menant beaucoup d'électeurs d'autres candidats de centre-droite (Marina Silva, João Amoêdo, Henrique Meirelles) à voter pour Bolsonaro, dès le premier tour.

Mais, toutefois, cela n'est pas suffisant pour expliquer un tel bond de ce candidat en quelques jours. Un fait a alors attiré l'attention. Dix jours avant les élections, des centaines de milliers, sinon des millions de *fake news* ont été diffusées par messages sur la plate-forme de communication Whatsapp, très populaire au Brésil. Des "nouvelles" très perverses, mensongères, ayant toutes des connotations morales : des enfants de 6-7 ans censés effectuer des actes sexuels à l'école avec la légende "voilà ce que seront les écoles si le PT et Haddad gagnent", des montages vidéos sexuels avec l'image de Haddad et de sa famille, des vidéos attaquant spécifiquement sa fille, et surtout une fausse information au sujet d'un "kit gay" que Haddad aurait distribué dans les écoles quand il était ministre de l'éducation de Lula. Selon ces messages, il aurait distribué dans les écoles un livre d'initiation sexuelle qui "inciterait" à l'homosexualité. Ce qui était faux, évidemment, même si le livre en question, Titeuf, d'un auteur suisse bien connu en France, n'a rien de terrible, mais est au contraire traduit et publié dans plusieurs pays. Mais cela n'a aucune importance, c'était une campagne de diffamation, très professionnelle, où la vérité est la dernière des préoccupations.

L'effet a été dévastateur pour Haddad, surtout auprès de la masse d'électeurs pauvres et adeptes des églises évangéliques populaires, une force importante dans le scénario électoral, et dont un des leaders, le très polémique "évêque" de l'Eglise Universelle du Royaume de Dieu, avait déclaré son appui à Bolsonaro. Une masse capable de croire en n'importe quoi. Les messages ont généré une réaction de la part des électeurs de Bolsonaro, qui ont eux même créé leurs propres fausses nouvelles : que, avec Haddad, le Brésil allait devenir Cuba ou le Venezuela, que "le mythe" (comme l'appellent des adeptes plus extrémistes de la candidature de Bolsonaro) irait, une fois élu, "en finir" avec les homosexuels, les travestis, les femmes "libertines", que les armes allaient être autorisées, etc., etc. Des partisans de Bolsonaro, se sentant "libres" pour agir, ont commis des agressions et crimes contre ces groupes, qui se sont multipliés : un travesti mort à São Paulo, poignardé sous les cris de "Bolsonaro, Bolsonaro", une jeune fille à Rio a qui on a gravé une croix gammée au couteau sur le ventre, un professeur de capoeira tué à Salvador, des jeunes menacés dans la rue par des gens armés, des centaines de témoignages de couples homosexuels se faisant intimider. Cette vague paraît sans contrôle, mais elle est en fait stimulée par les déclarations même du candidat fasciste, qui promet de "mitrailler les militants du PT", qui annonce que "la dictature et la torture ont eu un défaut : ils n'ont pas tué suffisamment".

Et, surtout, Bolsonaro ne prend aucune attitude de responsabilité civique devant de tels actes, se limitant à déclarer : "je n'y peux rien, je ne contrôle pas les gens". Dans une interview à la radio, il fait un acte manqué. En commentant le fait d'avoir été poignardé, il affirme : "j'ai été victime de ce que je prêche". Pendant ce temps, à Rio, ses enfants, élus député et sénateur avec des scores record, ont organisé un acte public où ils cassent une plaque en hommage

à Marielle, l'activiste de gauche, féministe et homosexuelle assassinée il y a quelques mois, dans un crime qui a choqué le monde. En tout, plus de 50 cas d'agressions violentes ont été rapportés dans tout le Brésil, certaines avec une issue fatale. Une horreur, qui rappelle non sans effroi les massacres dans les années précédant l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne.

Mais il faut aussi observer que, plus que jamais, la Cour Suprême semble complètement paralysée, peut-être - ou même sûrement - à cause de chantages fait à ses membres. Elle ne s'est pas manifestée au sujet de tous les abus du juge Moro, au sujet des menaces des militaires contre une éventuelle libération de Lula, et récemment, le président de la Cour est venu en public déclarer que la dictature militaire qui a sévi au Brésil pendant 20 ans (1964-1984) n'avait pas été exactement un "coup d'Etat", mais plutôt un "mouvement de la société". Très dangereux. Suffisamment pour donner aussi des ailes institutionnelles à certains secteurs, comme la police. Cette semaine, par exemple, des jeunes étudiants qui distribuaient des tracts pro-Haddad à Campinas ont été emprisonnés illégalement. Le policier leur a dit : "la dictature a recommencé". En fait, depuis plus d'un an, le manque total de réaction de la justice - où même sa collaboration dans plusieurs cas - face à des épisodes autoritaires, comme l'emprisonnement des recteurs des universités publiques dans un clair objectif de persécution, ou comme l'enregistrement illégal par le juge Moro de conversations de la présidente Dilma, ont peu à peu montré à l'extrême droite - et aux militaires, dont l'implication dans la campagne de l'ex capitaine est de plus en plus évidente - qu'ils pouvaient agir impunément.

Très récemment, des informations assez ténébreuses sont venues à jour. Steve Bannon, le gourou de la campagne de Trump sur internet, le mage des stratégies de fausses informations, a rencontré le fils de Bolsonaro il y a près d'un an. Une vidéo est apparue, montrant que Cambridge Analytics, l'entreprise accusée de faire la campagne d'espionnage politique de Facebook pour Trump, s'est impliquée au Brésil, où elle aurait près de 400.000 faux profils créés. D'autres vidéos, faites par des jeunes, bons connaisseurs des méandres des réseaux, dénoncent le fait que les messages de Whatsapp seraient lancés à partir d'adresses IP situées aux USA.

Le 17 octobre, le journal Folha de São Paulo, le plus grand du pays, a publié un reportage qui a fait l'effet d'une bombe : plus de 150 entreprises qui appuient Bolsonaro auraient acheté, à des entreprises douteuses du monde cybernétique, pour des montants qui atteindraient les 3 millions d'Euros par contrat, des "envois en masse" de messages de Whatsapp, de l'ordre de centaines de millions de messages. Un autre reportage, de la revue "Piauí", dénonce que Bolsonaro lui-même aurait demandé, lors d'une réunion, à ses amis hommes d'affaires de faire leur "contribution" à sa campagne de cette façon. Alors qu'il a déclaré, au premier tour, des dépenses de campagne ne dépassant pas le million d'Euros, un seul de ces contrats dépasserait de loin cette somme. Or, au Brésil, le financement des campagnes politiques par des entreprises privées est interdit, par une loi élaborée par Dilma elle-même, en 2015.

Cette loi fut une réponse - mettant au passage clairement en défaut toutes ces thèses accusant le PT d'être corrompu - à ce qu'étaient devenu les financements de campagnes au Brésil : les grandes entreprises du bâtiment - entre autres - faisaient des apports astronomiques, bien au-dessus des limites légales, aux candidats qui promettaient leur octroyer de juteux contrats une fois élus. Ainsi, depuis 2015, seuls des particuliers peuvent faire des dons électoraux. Ce qui a un peu amélioré les choses, car au moins les soutiens sont plus visibles : à Minas Gerais, par exemple, le candidat de droite qui dispute le deuxième tour fait financer sa campagne à 70% par un seul homme d'affaires. Au moins, c'est fait à la lumière du jour.

Bolsonaro a monté une stratégie illégale : il enfreint la loi sur plusieurs aspects. Financement par des entreprises privées, utilisation illégale des réseaux sociaux (la loi limite le nombre de listes auxquelles l'on peut participer ainsi que le nombre d'envois de messages par personne avec des contenus électoraux), dissémination de fausses informations. Le plus préoccupant est qu'une simple recherche sur internet permet de voir que l'une des entreprises accusées est cliente coutumière de...l'armée brésilienne. Whatsapp a annoncé aujourd'hui qu'elle allait bloquer les comptes responsables de ces envois en masse et, surprise, le fils de Bolsonaro aussitôt dénonce sur le web que son compte...avait été bloqué ! Il fournit lui-même à la police la preuve de l'infraction.

Au premier tour, cette stratégie cybernétique a permis d'élire un sans nombre de députés inconnus, portés par une diffusion massive de messages robotisés, qui influencent le vote des moins informés. Haddad les a appelés les "Députés Whatsapp, que personne ne connaît".

Haddad et ses avocats, ainsi que le PDT, parti de Ciro Gomes, le troisième au premier tour, ont tout de suite présenté des plaintes contre Bolsonaro. Ils demandent que la candidature de ce dernier soit annulée, selon la législation électorale, en raison de fraude lors du premier tour. Dans ce cas, Ciro Gomes, devrait être convoqué pour le deuxième tour.

Seulement, voilà : qui aura le courage de faire valoir la loi ? La Cour Suprême ou le Tribunal Supérieur Électoral, qui jusqu'à maintenant se sont montrés complètement dominés par la situation ? Le 19, le Tribunal Electoral décide d'ouvrir un enquête formelle autour de ces accusations, ce qui est un premier pas. Mais sans trop s'impliquer, insinuant la possibilité d'actions illégales "dans les deux camps", et limitant le pouvoir d'enquête de la police. Veulent-ils vraiment faire quelque chose ? De leur côté, les grands leaders politiques supposés "démocrates", comme l'ex-président FHC, semblent se laver les mains, hésitant à prendre une position ferme contre l'avancée de la barbarie. Les grands médias, définitivement, apeurés par l'ascension de Bolsonaro, semblent avoir décidé de l'appuyer, de peur de subir sa colère, s'il est élu.

Dans une stratégie typique de Cambridge Analytics, Bolsonaro et sa troupe réagissent en inondant le web et les médias de fausses nouvelles : des messages "au nom du PT" qui arrivent soudain sur les portables d'électeurs de Lula (pour pouvoir dire que le PT a aussi fait la même chose), d'autres messages disséminant la "nouvelle" que Lula serait en train de mettre en place, depuis sa prison, un plan fou, associé à la Cour Suprême, avec l'appui du Venezuela et de Cuba, pour empêcher la victoire du « mythe » et implanter le communisme au Brésil. Non, je ne suis pas ironique. C'est ce qu'ils sont en train de dire, vraiment.

Autrement dit, la situation est, depuis longtemps, sorti du contrôle des institutions et les hallucinés d'extrême droite semblent parier qu'ils ont l'armée à leur côté. Tout cela a l'air d'être très fortement infiltré par les moyens de propagande Trump et des USA. Le Brésil est pris en otage : si Bolsonaro ne gagne pas, les messages répandus donnent l'ordre de créer une réaction à main armée, de "prendre les rues" pour empêcher "la fraude" et la victoire du "communisme". Soit Bolsonaro gagne, soit il ne gagne, donc. Il n'y a pas d'autre issue possible, selon ces gens. Il est probable que l'élection de Trump, et les élections au Brésil soient en train de montrer ce que vont devenir la politique et la démocratie dans le monde à l'ère de l'internet : on peut dire n'importe quoi, on peut faire n'importe quoi. Pas de règles, pas de limites, pas d'institutions de régulation. C'est la loi du plus fort.

Plus que jamais, le Brésil semble s'approcher de la barbarie. Espérons que non, ni au Brésil, ni dans le reste du monde. Ce qui se passe ici n'est pas anodin.

Post-scriptum :

Signez la [pétition internationale rejetant la montée du fascisme au Brésil](#)